

Tromperies et vérités sur le complexe sidérurgique d'El Hadjar*

- Actualité politique nationale - Pillage de l'économie algérienne -

Date de mise en ligne : jeudi 3 mars 2016

Description :

Dès sa **reparation en 2003**, *Alger républicain* avait démystifié, faits à l'appui, la propagande mensongère martelée par de nombreux journalistes sur le prétendu redressement du complexe après son bradage en 2001 au profit de l'indien Ispat devenu ArcelorMittal.

Nous avons informé nos lecteurs qu'Ispat n'avait jamais atteint le volume de production de près de 1,4 millions de tonnes d'acier liquide réalisé en 1984 quand le complexe appartenait à l'Etat et qu'il était géré par des cadres algériens.

De même nous avons divulgué tous les privilèges accordés à Ispat, notamment les exonérations fiscales et des rabais sur le prix de l'eau et de l'électricité, toutes choses qui étaient refusées à Sider.

Lhachemi el Fhaïmi

* Cet article est un commentaire de l'information donnée par El Watan et reprise ci-avant par notre site

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Dès sa reparation en 2003, **Alger républicain** avait démystifié, faits à l'appui, la propagande mensongère martelée par de nombreux journalistes sur le prétendu redressement du complexe après son bradage en 2001 au profit de l'indien Ispat devenu ArcelorMittal.

Nous avons informé nos lecteurs qu'Ispat n'avait jamais atteint le volume de production de près de 1,4 millions de tonnes d'acier liquide réalisé en 1984 quand le complexe appartenait à l'Etat et qu'il était géré par des cadres algériens.

De même nous avons divulgué tous les privilèges accordés à Ispat, notamment les exonérations fiscales et des rabais sur le prix de l'eau et de l'électricité, toutes choses qui étaient refusées à Sider.

En fait, les difficultés dans lesquelles le complexe avait commencé à sombrer dès 1987 sont le fruit d'une politique de casse minutieusement programmée par des cercles influents du régime. Son but était d'offrir le secteur public aux rapaces étrangers et nationaux. Et bien sûr de justifier le recours massif à l'importation aux dépens de la production nationale. Le complexe a été délaissé par le pouvoir dès 1987, au nom des « réformes » et de l'indisponibilité des devises pour acheter les pièces et fournitures importées indispensables à son fonctionnement mais dont la production en Algérie demandait encore du temps. Les justifications avancées n'étaient que fallacieux arguments.

En fait, l'Etat algérien avait réussi à se procurer 200 millions de dollars destinés à remettre en état les équipements usés du complexe, notamment le haut fourneau. Mais cet argent changea de destinataires. Il échoua dans les caisses de groupes, dont celui de Rebrab, utilisés comme prête-noms par des hommes du régime [1]. Le **groupe Métal Sider** qui l'employa dans le financement d'importations massives de « rond à béton », entre autres. On se rappelle que Belaïd Abdeslam, nommé chef du gouvernement de juillet 1992 à septembre 1993, avait dénoncé à la télévision les « rapaces » qui avaient bénéficié de millions de dollars sans en investir un centime dans la production. Ses propos lui valurent d'être démis de ses fonctions au bout de 15 mois d'exercice. Le complexe fit ensuite l'objet d'une entreprise de sabotage générale. Tous les membres de son staff dirigeant, à commencer par son DG, furent jetés arbitrairement en prison en 1996 où ils croupirent pendant 4 ans avant d'être purement et simplement relaxés faute, évidemment, de preuves. La mesure avait touché des milliers de cadres du secteur public sous prétexte de lutte contre la corruption et la mauvaise gestion. C'était suffisant pour briser toute volonté chez les cadres honnêtes de défendre le secteur public. Suffisant également pour faire passer le message suivant :

« Ne tentez surtout pas d'améliorer le fonctionnement du secteur public ! Désorganisez-le ! Nous voulons que son bradage soit justifié ! Et que le tournant vers le secteur privé, dans tous les domaines, y compris dans celui de la santé, soient considéré comme une fatalité irrévocable ! »

La place était désormais libre pour permettre aux importateurs d'occuper complètement le terrain afin de réaliser des affaires juteuses. Ils purent en même temps placer dans les banques étrangères des sommes fabuleuses accumulées grâce à la surfacturation de la valeur des biens importés.

Les travailleurs et les cadres du complexe savaient que le magnat Mittal n'investissait aucun sou dans l'usine. 70% du capital du complexe et de celui des mines de fer de l'Ouenza lui avaient été cédés pour 30 millions de dollars payables en 10 ans alors que la seule valeur d'El Hadjar avait été estimée à 1 milliard de dollars par un bureau d'études français et à plus de 3 milliards par un autre américain ! Autant dire pour une bouchée de pain.

Tout le monde, au complexe, savait que Mittal était en train de le vampiriser sans rien y apporter. Comme s'il exécutait une stratégie dont l'objectif était de réduire en tas de ferrailles ce fleuron industriel et de convaincre les Algériens, journalistes et étudiants notamment, qu'ils étaient incapables d'industrialiser leur pays, que l'alternative se trouve dans le tourisme et l'agriculture.

Tous les journaux, béatement admiratifs du « *miracle* » produit par l'ouverture au capital étranger, reprenaient sans le moindre esprit critique les mensonges répandus par Menadi. *Alger républicain* avait qualifié ce pseudo-syndicaliste de « porte-parole » de Mittal. Il était chargé d'alimenter l'opinion en fictions que la multinationale n'osait pas soutenir publiquement tant elles étaient contraires à la vérité. Des racontars fantaisistes au point que Bouteflika lui-même avait loué l'exemple d'El Hadjar et qu'un autre officiel, tenant du courant dit du « *patriotisme économique* » avait cru bien faire en gratifiant Menadi du qualificatif élogieux de « *lion* » !

La propagande des néophytes zélés du libéralisme a chloroformé l'opinion, laissant Mittal détruire méthodiquement cette grande conquête du développement industriel algérien. C'est à Djabali, correspondant d'*El Watan*, que revient la palme de l'intox. Que pesaient face à cela les alertes répétées d'*Alger républicain* ?

Aujourd'hui, un autre correspondant de ce quotidien, plus près de la vérité, est bien forcé d'observer que la réalité est aux antipodes de celle que son prédécesseur s'était employé à magnifier au mépris des faits. Mais le mal est fait. Et les campagnes alimentées par divers centres liés au capital étranger pour paralyser toutes tentatives de reprise en main du complexe par l'Etat et les cadres et ouvriers algériens, n'ont pas baissé d'intensité. Elles changent simplement d'arguments.

L'erreur est-elle d'avoir privatisé le complexe ou serait-elle au contraire d'envisager de le récupérer sans avoir tenté de contrôler le « *partenaire* » ? Tel est le nouveau dilemme dans lequel des plumitifs tentent d'enfermer l'opinion.

Comme l'ont soulevé certains connaisseurs du problème, le gouvernement n'a rien fait pour résilier l'accord passé avec Mittal en 2001. L'accord était révisable ou sujet à annulation en 2011, au bout de dix ans, au vu des résultats obtenus dans l'accomplissement des engagements précis pris par Ispat devenu Mittal. Il a eu le droit de le faire en 2011, à l'échéance convenue pour faire le point et décider soit de poursuivre soit de faire cesser le « *partenariat* ». Mais il ne l'a pas fait. Il n'a pas cherché à mettre en application les termes du contrat qui le lui permettaient légalement au vu de la mauvaise foi manifeste de Mittal.

Pourquoi, au lieu de renvoyer la multinationale, le gouvernement a-t-il choisi de dilapider encore près d'un milliard de dollars dans une tentative de faire ce que Mittal n'a pas voulu faire en dix ans ? Parce que tout simplement il veut clamer sur tous les toits du monde sa volonté d'aller »irréversiblement« vers l'ouverture au capital étranger, quoi qu'il en coûte au pays. Afin, il va de soi, d'enrichir les affairistes algériens et d'obtenir de bons points auprès des institutions des Etats impérialistes, FMI, Banque mondiale, etc. S'il avait opté pour la résiliation, il leur aurait déplu. Il aurait eu droit en retour à un concert de réprobations ou même à des mesures de rétorsion qui auraient suffi à répandre une peur panique dans certains cercles. Pour prendre cette décision de bon sens, il lui faudrait changer complètement de politique et chercher à s'appuyer sur le peuple. Une orientation qui n'est pas vraiment incompatible avec un capitalisme »musclé« s'il voulait vraiment relancer les secteurs productifs clés. Mais le régime a-t-il la force et le courage d'envisager un tel revirement ? C'est très douteux au vu des gros intérêts en jeu et des alliances tissées. Et les mêmes commentateurs »critiques« qui l'accusent de complicité avec le »partenaire« lui auraient fait le reproche de tourner le dos à l' »économie de marché", ce terme pudique servant à éviter d'appeler clairement les choses par leur nom : économie capitaliste ou encore régime aux mains de la bourgeoisie.

D'autres nouveaux arguments sont développés pour dissuader la reprise en main par l'Etat de la sidérurgie. Les « grands » journaux se lamentent tout le temps que le gouvernement n'ait pas choisi de le remettre gracieusement à Rebrab au lieu de s'en remettre aux Emiratis. Evidemment, nous n'avons besoin dans ce domaine ni des Emiratis, ni

de Qatar, ni des Turcs, ni de tout autre vampire algérien. Les cadres, les techniciens et les ouvriers sont capables de réaliser ce qu'ils ont déjà fait dès le début des années 1970 alors que le pays n'avait ni le personnel formé ni l'expérience pour entrer de plain-pieds dans le monde de l'industrie.

Liberté, le journal de ce magnat n'a pas hésité à affirmer que le complexe ne vaut pas un clou mais que Rebrab est en mesure de le relancer ! Bien entendu si on le lui cède pour le prix d'un clou rouillé et si les banques comme à leur habitude lui avancent l'argent qu'il ne sortira pas de sa poche. Mais qu'a fait Rebrab de l'argent que l'Etat lui avait déjà remis en 1987 ? Qu'a-t-il réalisé qui le hisse au rang de « *capitaine d'industrie* » ? Une petite usine montée à l'aide d'équipements réformés importés à prix bradés d'Italie et dont on assure qu'elle fut sabotée par un groupe terroriste ? Une usine d'huile exhibée à l'envie par toute la presse gavée de sa publicité ? Qu'a-t-il fait d'autre que d'importer depuis la libéralisation du commerce extérieur, des voitures Hyndaï, du sucre, du café, de la farine de soja, des photocopieurs Canon, de s'associer avec le brésilien Randon pour importer des équipements fabriqués par des usines publiques préalablement fermées, d'ouvrir des supermarchés, souvent sur des terrains destinés à l'origine à servir d'assiettes à des grands projets publics comme ceux de Aïn Temouchent, sur lesquels devait se déployer l'entreprise publique d'infrastructures ferroviaires Infrafer, etc. ?

Bien entendu aucun autre « oligarque », que ce soit Haddad, Benamor, Hassanoui, et compagnie, ne peut échapper à ce genre de questions, si l'on veut faire les bilans comparatifs de 10 ans d'industrialisation par le secteur public, interrompue brutalement en 1981, et de 35 ans de libéralisation rampante ou déclarée. On ne se laissera pas entraîné dans le faux choix à faire entre Rebrab et Haddad ou tutti quanti. Tous sont le fruit de la jonction entre affairistes au départ de petite envergure et de cercles du régime décidés à placer les richesses du pays sous leur contrôle. Tous sont le produit stérile du « *capitalisme de la mamelle* » pour paraphraser le sieur Boukrouh, lequel fit son entrée fracassante sur la scène publique grâce au régime de Chadli qui lui accorda les colonnes de son organe *El Moudjahid* pour pourfendre en termes insultants et impunément les conquêtes économiques et sociales des années 1970.

Lhachemi el Fhaïmi

Post-scriptum :

* Cet article est un commentaire de l'information donnée par El Watan et reprise ci-avant par notre site

[1] ** Un simple prête-nom affublé du titre de grand « *capitaine d'industrie* », par toute la presse, à l'unanimité, moins *Alger républicain* et le patron du quotidien *L'Expression*, Fattani. Ce dernier a un compte personnel à régler avec Rebrab qui l'a dépouillé de ses parts dans le capital de *Liberté* qu'ils avaient fondé ensemble.